



**DIR TRANQ PUB/AR-2026-385  
ARRETE DU MAIRE**

**Objet : Arrêté temporaire réglementant le stationnement côté 5 rue Edmond Rostand pour des travaux au parc de la Plaine de Neauphle les 30 juin et 1er juillet 2026**

**Le Maire,**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2212-1, L2212-2 et L2212-3 ;

**Vu** le Code de la Route et notamment l'article R411-3, R417-10 et R417-11 ;

**Vu** le Code Pénal et notamment l'article R610-5 ;

**Considérant** la demande d'une requérante, en date du 19 juin 2026, pour une restauration des statues dans le parc de la Plaine de Neauphle ;

**Considérant** qu'il y a lieu de prendre des mesures particulières pour faciliter le stationnement d'une voiture et d'une remorque ;

**Considérant** que le bénéficiaire a besoin d'occuper quatre places de stationnement ;

**ARRETE**

**Article 1 :** Quatre places de stationnement sont neutralisées et déclarées gênantes les 30 juin et 1<sup>er</sup> juillet 2026 de 8 heures à 18 heures pour un stationnement côté 5 rue Pierre Ronsard.

**Article 2 :** Un dispositif de protection et de signalisation sera mis en place par le Centre Technique Municipal par quatre barrières avec possibilité d'affichage et signalétique « stationnement gênant ». Le bénéficiaire devra afficher le présent arrêté sur les véhicules et sur les barrières prévues 48 heures à l'avance.

**Article 3 :** Sauf ceux du demandeur, les véhicules en stationnement irrégulier feront l'objet d'un enlèvement immédiat pour mise en fourrière par les services de Police, conformément au Code la route, notamment aux articles R417-10 et R417-11.

**Article 4 :** Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou affichage d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Versailles, ou d'un recours gracieux, devant le Maire de Trappes, qui dispose alors de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut décision implicite de rejet. La décision prise, qu'elle soit implicite ou expresse, peut être déférée devant le Tribunal Administratif de Versailles pendant un délai de deux mois, à compter de sa notification. Un recours juridictionnel peut également être déposé sur l'application Telerecours citoyens en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Dans ce cas, le demandeur n'a pas à produire de copies de son recours et le demandeur est assuré d'un enregistrement immédiat sans délai d'acheminement.

**Article 5 :** Les ampliations du présent arrêté seront effectuées auprès de :  
Monsieur le Commissaire Divisionnaire, Chef de la circonscription d'Agglomération d'Élancourt,  
Monsieur le Directeur Général des Services,

*Trappes, la Ville écologiste et solidaire !*

Monsieur le Directeur Général des Services Techniques,  
Monsieur le Responsable de la Police Municipale,  
La requérante,  
Sont chargés chacun en ce qui le concerne, de la bonne exécution du présent arrêté.

**Fait à Trappes,**

**25 JUIN 2026**

**Ali RABEH**  
Maire de Trappes



*Ali Rabeh*